

Paris, le 22 mars 2011

Malgré de nouveaux vents contraires, la reprise de l'économie française se poursuit pas à pas

Dans son étude intitulée « *France : un rétablissement pas à pas* », Euler Hermes, leader mondial de l'assurance-crédit, livre son scénario macro économique pour la France en 2011 et dresse le bilan et les perspectives des défaillances d'entreprises.

La reprise française se poursuit même si le rattrapage du niveau de production d'avant crise est plus lent que prévu. Euler Hermes prévoit une hausse du PIB de 1,4% en 2011 et 1,7% en 2012. Cependant, début 2011, les chocs négatifs s'accumulent et mettent en danger la poursuite sur le rythme de croissance envisagé.

Côté défaillances, la reprise progressive de l'économie, les capacités d'ajustement et de résistance des entreprises, la normalisation des conditions de financement et les mesures de soutien ont permis un repli en 2010 à -1,7% (63422 défaillances). La perspective d'une baisse limitée se poursuit en 2011 avec -3% (61500 défaillances).

Une reprise grise : la reprise française se confirme mais demeure poussive

La croissance française post crise financière demeure poussive : le rebond du PIB de 1,5% en 2010 n'a pas pu combler la chute de -2,5% de 2009. Le rattrapage en niveau se poursuit lentement : sans choc défavorable, il devrait être atteint en seconde moitié d'année 2011 pour le PIB dans son ensemble. Au total, une croissance ralentie à 1,4% en 2011 et un rebond à 1,7% en 2012 sont attendus.

Malgré un rebond (9%) la production industrielle reste inférieure au pic d'avant crise (-9%).

Et si les perspectives des industriels semblaient se redresser en tout début d'année 2011, la nouvelle flambée des cours de l'énergie et les événements au Japon pourraient de nouveau freiner la reprise industrielle, notamment par le biais d'un affaiblissement du commerce mondial. Affaiblie, la production industrielle ne retrouvera son niveau d'avant crise que début 2012.

La consommation n'accélère pas en 2011.

La consommation des ménages a enregistré un regain satisfaisant fin 2010. Début 2011, le rythme ralentit avec le tassement de la progression du pouvoir d'achat (revenu disponible brut), sous l'effet du sursaut de l'inflation notamment énergétique (moyenne de 1,6% anticipée en 2011), et de la modération salariale et de l'emploi.

Même si la confiance est de retour, la faiblesse des perspectives des débouchés limite la reprise de l'investissement et de l'emploi.

Le restockage des entreprises n'a contribué à la croissance du PIB que de 0,3 point en 2010, après une contribution de -1,8 point en 2009. Le choix des entreprises est donc de gérer au plus près leurs stocks. Si cette gestion permet une bonne protection de la trésorerie, elle pourrait durer encore quelques trimestres et renvoyer la consolidation de la reprise économique à 2012. Au total, les décisions d'investissement devraient continuer à être repoussées à 2012.

Deux risques pour la reprise française : le choc du coût des matières premières sur la rentabilité et le décrochage durable de certains secteurs

Malgré les signaux de reprise, les chocs négatifs s'accumulent mettant en danger la poursuite sur un rythme de 1,4%.



Le coût du choc des matières premières, notamment la flambée des prix du pétrole, met à mal l'industrie. Il engendre une hausse des coûts de production des entreprises et un choc dépressif sur la demande. La hausse des prix du pétrole affaiblit la rentabilité des entreprises : **le coût sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) des sociétés non financières est estimé à environ 4 points en 2011.** « *Le choc commence à attaquer la rentabilité des entreprises alors que celles-ci ont déjà été mises à mal par la chute des chiffres d'affaires pendant la crise* » précise Karine Berger, Directrice Marketing et Marchés d'Euler Hermes.

Malgré des perspectives de croissance au vert pour tous les secteurs sur 2011, le rythme de progression restera modéré, notamment **pour 7 secteurs qui n'auront pas compensé leur décrochage de 2008-2009** : l'automobile, les biens intermédiaires, le BTP, les biens d'équipement, l'énergie, l'agriculture et les transports, soit au total 1/3 de la production totale. La filière automobile en particulier devrait se contracter avec la fin de tous les mécanismes de la prime à la casse en France et en Europe. « *La reprise industrielle est donc trop faible pour inverser la tendance actuelle à la désindustrialisation* » explique Karine Berger.

Les défaillances d'entreprises en reflux restent néanmoins à un haut niveau

La reprise progressive de l'économie française, les capacités d'ajustement et de résistance des entreprises, la normalisation des conditions de financement et les mesures de soutien qui sont en partie restées en vigueur, ont permis un reflux des défaillances en 2010 avec un repli modéré à -1,7% (63422 défaillances). La perspective d'une baisse limitée se poursuit en 2011 avec -3% (61500 défaillances)

La baisse des défaillances s'opère à des rythmes très hétérogènes selon les types d'entreprises (secteurs, région, taille...), avec plusieurs exceptions qui reflètent autant de situations encore fragiles sur 2010.

- Au total sur 2010, l'inflexion de la tendance a été plus particulièrement sensible pour les PME, même si le niveau des défaillances reste encore élevé d'un point de vue historique. Le repli des défaillances a été net pour les entreprises employant de 50 à 200 salariés (-22%), ainsi que pour les entreprises réalisant plus de 2 millions d'euros de chiffres d'affaires (-10,4%). Les tensions sont en revanche restées importantes pour les entreprises réalisant moins de 500 KE de chiffres d'affaires (-0,9%) ainsi que pour celle employant moins de 5 salariés (-1,2%).

- Les défaillances ont progressivement renoué avec une tendance baissière dans la plupart des secteurs. Trois secteurs font exception à la tendance nationale de reflux : les transports, les activités liées à la santé et à l'éducation et les services aux particuliers dont les défaillances ont enregistré un net regain sur la deuxième partie de l'année 2010 (+34% par rapport au premier semestre)

- Outre les DOM où il a été le plus important (-13%), le recul des défaillances a concerné quatorze des vingt-deux régions de l'Hexagone. La situation reste encore fragile dans certaines régions du Sud de la France (Midi Pyrénées, Languedoc Roussillon, PACA) et dans la moitié Nord de l'Hexagone (Haute Normandie, Nord Pas de Calais, Picardie, Champagne Ardennes, Lorraine) où les défaillances sont encore en hausse.

«*La baisse des défaillances d'entreprises est visible dans une majorité de régions mais le total est historiquement élevé : le bilan 2010 (63 422 défaillances) demeure le troisième plus sinistré de notre série, tout proche des points hauts de 1993 et de 2009* » tempère Ludovic Sénécaut, Président du Directoire d'Euler Hermes SFAC

Tendances 2011 : plus de 60000 défaillances

Le rythme très modéré de la reprise en 2011 (+1,4 %) risque de ne pas être suffisant pour de nombreuses entreprises qui n'ont que peu profité de la sortie de crise et qui ont déjà réalisé de



multiples ajustements. Au-delà de la croissance limitée, des facteurs déstabilisants viennent s'ajouter : l'évolution du prix des matières premières et de l'énergie, la nouvelle réduction des délais de paiement pour les secteurs dérogatoires de la LME, la fin de certaines mesures de soutien public. « *Dans ce contexte, la baisse des défaillances attendue grâce au rétablissement graduel des volumes d'activité pourrait rester limitée et s'inscrire à -3 % en 2011. Pour 2011, cinq filières nous paraissent particulièrement sensibles au choc des matières premières : la filière cuivre avec notamment toutes les industries électriques, la filière métallurgie, les industries dérivées du pétrole, la sous-traitance automobile et enfin le BTP, qui doit faire face à des marchés signés dans des conditions de prix bas, avec des prix fermes et non révisables pour les entreprises en aval* » indique Ludovic Sénécaut.

Contacts presse :

Euler Hermes SFAC – Julie Rambaud
01 40 70 54 00
julie.rambaud@eulerhermes.com

Ogilvy PR - Lorenzo Ricci
01 53 67 12 83
lorenzo.ricci@ogilvy.com

Toutes nos informations sur : www.eulerhermes.fr

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes SFAC**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste clients. Sa mission est de prévenir le risque clients en France comme à l'international, de recouvrer les créances impayées et d'indemniser les pertes subies.

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un **chiffre d'affaires consolidé de 2,15 milliards d'euros en 2010.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2010, le groupe garantissant pour 633 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde

Filiale d'Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris. Le groupe et ses principales filiales d'assurance-crédit sont notés AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.fr

Réserve :

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature



prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.

Membre d' Allianz 